



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté DCPPAT/BEICEP n°2019-175 portant ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire simplifiée, au bénéfice de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF), en vue de l'acquisition de la parcelle cadastrée section AQ 44 sise 106 boulevard de Verdun/1 Villa des Fleurs au sein du secteur « Paul Bert-Ilot A4 » dans le cadre de l'opération d'aménagement de l'écoquartier Village Delage à Courbevoie

LE PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 26 août 2016 portant nomination de M. Pierre Soubelet en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine ;
- Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent Berton en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;
- Vu** l'arrêté DCPPAT/BEICEP n°2018-109 du 28 juin 2018 portant déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement Village Delage – secteur « Paul Bert – îlot A4 » sur la commune de Courbevoie et cessibilité des parcelles de terrains nécessaires à sa réalisation ;
- Vu** la délibération du 24 septembre 2019 du conseil de territoire de l'Etablissement Public Territorial (EPT) Paris Ouest La Défense sollicitant l'organisation d'une enquête parcellaire complémentaire simplifiée en vue de l'acquisition, au bénéfice de l'EPFIF, de la parcelle cadastrée section AQ 44 au sein du secteur « Paul Bert-Ilot A4 » dans le cadre de l'opération de réalisation de l'écoquartier Village Delage à Courbevoie ;
- Vu** le courrier du président de l'EPT Paris Ouest La Défense en date du 21 octobre 2019 sollicitant l'ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire simplifiée et nécessaire à la réalisation du projet susmentionné ;
- Vu** le dossier d'enquête parcellaire constitué d'un plan et d'un état parcellaires conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Vu** la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établie pour l'année 2019 par la commission départementale des Hauts-de-Seine le 13 novembre 2018 ;

Considérant que la parcelle cadastrée section AQ 44 située au sein du secteur « Paul Bert-Ilot A4 » à Courbevoie est indispensable à l'opération d'aménagement de l'écoquartier Village Delage et que les négociations d'acquisition à l'amiable engagées avec le propriétaire n'ont pas abouti ;

Considérant qu'il est donc nécessaire d'organiser une enquête parcellaire complémentaire afin d'acquérir le bien par voie d'expropriation ;

Considérant que cette enquête peut se dérouler selon la forme simplifiée prévue à l'article R.131-12 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans la mesure où tous les propriétaires sont connus dès le début de la procédure ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Il sera procédé du jeudi 5 décembre 2019 au vendredi 20 décembre 2019 inclus, soit pendant 16 jours consécutifs, à une enquête parcellaire complémentaire simplifiée en vue de l'acquisition, au bénéfice de l'EPFIF, de la parcelle cadastrée section AQ 44 sise 106 boulevard de Verdun/1 Villa des Fleurs au sein du secteur « Paul Bert-Ilot A4 » dans le cadre de l'opération d'aménagement de l'écoquartier Village Delage à Courbevoie.

ARTICLE 2 – Monsieur Jean-Jacques LAFITTE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur. Toute correspondance pourra lui être adressée à l'adresse suivante :
Monsieur Jean-Jacques LAFITTE - 19 rue de Plaisance - 92250 La Garenne-Colombes.

ARTICLE 3 – En application de l'article R.131-12 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'expropriant est dispensé du dépôt du dossier en mairie et de la publicité collective prévue à l'article R.131-5 du même code.

ARTICLE 4 – La notification prévue à l'article R.131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique sera faite par l'expropriant à tous les propriétaires, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception et les intéressés seront invités pendant la durée de l'enquête à faire connaître directement par écrit leurs observations au commissaire enquêteur à l'adresse mentionnée ci-dessus.

A cette notification sera joint un extrait du plan parcellaire.

Les avis de réception des lettres recommandées justifiant de la réalisation de ces notifications seront remis au commissaire enquêteur avant l'ouverture de l'enquête, soit avant le jeudi 5 décembre 2019.

ARTICLE 5 – En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifiera aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'arrêté portant ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Cette notification précisera que le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

ARTICLE 6 – A l'issue de l'enquête parcellaire, le commissaire-enquêteur devra dans un délai d'un mois transmettre au préfet des Hauts-de-Seine (direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial, bureau de l'environnement, des installations classées et des enquêtes publiques, section enquêtes publiques et actions foncières) le dossier d'enquête accompagné du procès-verbal de l'opération et de son avis motivé sur l'emprise des ouvrages projetés.

ARTICLE 7 – Les frais d'indemnisation du commissaire enquêteur seront à la charge du responsable du projet.

ARTICLE 8 – Le secrétaire général, le président de l'EPT Paris Ouest La Défense, le directeur général de l'EPFIF, le maire de Courbevoie et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 12 NOV. 2019

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

Vincent BERTON